

NOTRE EDITORIAL

Suite de la première page

prononcé contre la dictature. Oui, le peuple est désormais pour la démocratie.

Le dicton : "Uko zivugijwe niko zitambwa" n'a plus de place au Burundi. Le verdict populaire est incontournable ici comme ailleurs. N'en déplaisent les détracteurs et les fossoyeurs de la démocratie.

Officiellement investi, le 10 juillet 1993, le Président de la République Son Excellence Melchior NDADAYE a donné de l'espoir à tous le peuple Burundais et au monde entier. L'on a cru à la fin des cycles de violences interethniques.

Avant son élection à la Magistrature Suprême, Son Excellence Melchior NDADAYE confiait à notre confrère journaliste Jean Claude PACO d'"AFRICA BUSINESS MAGASINE", qu'il est pour : "une évolution pacifique de manière à ce que les Burundais de toutes ethnies confondues cohabitent

et vivent en symbiose et oublient les tragédies d'hier. Et d'ajouter : "Nous ne voulons plus ces tragédies, souvenez-vous et croyez-moi, je ne souhaite pas cette vie à mes enfants et ceux des autres ailleurs quelles que soient les ethnies auxquelles ils appartiennent."

Mais hélas, les ennemis de la paix et de la démocratie ne lui ont pas donné la chance de réaliser son projet de société. Même les putschistes, responsables du Coup d'Etat du 21 Octobre 1993, qui ont voulu mettre fin à la volonté populaire, ne peuvent nous dire jusqu'à présent, les motifs de leur forfait infligé à la Nation Burundaise.

De même, certains hommes en détresse politique sont décidés à torpiller à tout prix la jeune démocratie Burundaise. Qu'on le veuille ou pas, le peuple Burundais est décidé, tambour battant à emboîter le pas vers la marche irresistible vers la DEMOCRATIE.

La démocratie vaincra

La Rédaction.

L'ARMEE BURUNDAISE ET SON IMAGE.



.... Mais de grâce, ne versez pas le sang....
Si cette armée avait toute compris ces paroles de leur Commandant Suprême, le Burundi aurait été à l'abri de la catastrophe que nous connaissons depuis le 21/10/1993.

1. L'Ethnisme à Outrance.

Depuis 1965, avec l'échec du coup de force qualifié de "Hutu" qui avait suivi l'assassinat du Premier Ministre Hutu Pierre NGENDANDUMWE, il se dégage que les politiciens Tutsi ont conquis et gagné par leur "tactique" tout le terrain politique burundais.

Ainsi l'armée sera, depuis 1966 avec MICOMBERO, une armée de Tutsi pour défendre les Tutsi mais pour mater à volonté et à jamais tout Hutu qui tenterait d'émerger de son terrible quotidien.

C'est dans cette logique qu'une épuration lente et sanginaire de ce corps des éléments Hutu, des hommes de troupes aux officiers supérieurs s'effectuera pour s'arrêter après 1972, puisque cette année fantôme avait

emporté dans des conditions atroces et inhumaines tout ce qui restait de l'élite Hutu.

Les années qui suivirent furent des années du "repos du guerrier Tutsi" qui désormais avait les coudées franches pour décider sur la politique à appliquer sur cette majorité de la population Burundaise.

2. Elle est régionalisée.

En 1971, une tentative de coup d'Etat est étouffée. Vrai ou faux? Ce coup conduisit à la prison noire plusieurs cadres politiques et militaires de la région de MURAMVYA.

Ce coup imaginaire ou réel sera comme un clin d'oeil lancé aux hommes de BURURI pour qu'ils dessinent le corps armé à leur guise et l'orientent à un régionalisme BURU-

RIEN qui est aujourd'hui une réalité scandaleuse au sein de ce corps.

3. L'Armée Burundaise et la population.

* Les Batutsi et l'Armée.

Pour les Batutsi, ce corps est "intouchable". Les politiciens peuvent parler des problèmes Burundais, mais ils n'ont pas le droit, pour ceux-là, de toucher sur l'armée Burundaise.

Les politiciens peuvent créer une "Convention de Gouvernement" et un "Conseil National de Sécurité" qui tranquillisent les Tutsi mais ils n'ont qu'à s'arrêter là. L'armée ne les concerne pas. Alors, pour les Batutsi, ce corps est pour eux un sauveur, un père, un protecteur, un

Suite en page 5

L'ARMEE BURUNDAISE ET SON IMAGE.

suite de la page 3

défenseur... la vie elle-même.

* Les Bahutu et l'Armée.

Pour eux, l'armée est la source de tous les calvaires qu'endurent les populations Hutu. C'est elle qui, a tué leurs leaders, a cautionné la politique de l'exclusion, a décimé sur des collines entières des enfants, des jeunes et des vieux, pour une seule cause, être né Hutu.

Pour eux, ce corps est un corps à transformer pour qu'il soit le

plus tôt possible un "Corps national" afin que le Hutu ne soit plus spirituellement torturé ou hanté par l'existence d'une armée qui le tue.

Voici un cadre globalisant dans lequel sont les rapports de l'armée et de la population. Mais comme nous le verrons plus tard, des éléments de l'armée, des officiers aux hommes de troupes ont déjà commencé à réfléchir et à comprendre.

Drôle de scène par exemple

à RUMONGE; "Lors de la visite du Président de l'Assemblée Nationale, en pleine campagne de pacification à Rumonge, toutes les populations démocrates se sont levées pour traîner dans la boue un certain Commandant de Brigade du coin du nom de RUBWEBWE. Parallèlement, le Commandant du Camp RUMONGE, le Major NIVYAYO, était glorifié et applaudi par les mêmes populations. RUBWEBWE était accusé de sang d'une vingtaine de Hutus qu'il avait fait assassiner, quelques jours

plutôt sur le même stade de RUMONGE où se déroulaient les festivités". On y reviendra.

4. L'Armée et la démocratie au Burundi.

Avec les élections démocratiques de Juin 1993, des rapports pareils entre l'armée et son peuple, peuvent-ils rester inchangés? C'est cette question casse-tête qui creuse les méninges de tous les responsables burundais. D'un côté, certains sages comprennent et sont

disposés à une recherche immédiate des mécanismes réalistes d'adaptation de ce corps au contexte politique actuel. D'un autre, des "fous" sont prêts à en revenir plutôt à la guerre, au lieu de s'adapter. Ceux-ci sont souvent ces hommes et femmes qui ont eu à se salir les mains à travers ces régimes régionalistes et ethnistes du passé. C'est surtout ceux-là qui ont dû réussir à l'armée, aux affaires ou dans la vie, par des intrigues fla-

Suite en page 6

LE BURUNDI ET LE RWANDA SONT DEUX PAYS FABRICANTS ET EXPORTATEURS DES REFUGIES.

Dans le journal gouvernemental Tanzanien "DAILY NEWS", le Président Tanzanien Hali HASSAN MWINYI a dit que la Tanzanie a toujours soulevé la question des réfugiés rwandais et burundais dans plusieurs forums internationaux. Il a ajouté que la vie et la sécurité de la TANZANIE sont menacées par les réfugiés et d'ajouter : "assez c'est assez". Dans notre journal, nous avons voulu vous proposer l'intégralité de l'article paru dans le journal gouvernemental.

MWINYI MET EN GARDE LE BURUNDI.

Le Président Ali HASSAN MWINYI a fortement mis en garde l'armée du Burundi contre les menaces des citoyens burundais et des réfugiés rwandais maintenant vivant au Burundi; les forçant de fuir en Tanzanie. Le Président a dit au Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération, Monsieur Jean-Marie NGENDAHAYO (actuellement démissionnaire), au Palais Présidentiel à DAR-ES-SALAAM hier que les Tanzaniens avaient maintenant atteint la limite de leur patience et n'accepteront plus d'autres Réfugiés du Rwanda et du Burundi. Il a dit qu'il a des rapports que l'armée Burundaise harcele délibérément les citoyens Burundais et les Réfugiés Rwandais pour qu'ils fuient le pays vers la Tanzanie. Le Président Mwinyi a aussi mis en garde l'armée Burundaise contre ses actes de provocation de traverser la frontière en Tanzanie sous le prétexte que les troupes poursuivent les ennemis. Il a dit que ceci était une grosse violation de la loi Internationale sur les Frontières territoriales. Il a expliqué que la Tanzanie n'a pas d'obligation de recevoir les Réfugiés Rwandais maintenant dans les camps au Burundi. Selon la réglementation Internationale les Réfugiés ne sont pas supposés être transférés d'un pays d'asile à un autre comme le Burundi est en train de le faire pour les Réfugiés Rwandais. Le président a dit que la Tanzanie a toujours soulevé la question des Réfugiés Rwandais et Burundais dans plusieurs forums internationaux ajoutant que ces efforts doivent être soutenus par des efforts concrets des deux pays responsables en s'assurant que un environnement pacifique est créé pour permettre aux Réfugiés de rentrer chez eux. Il a dit que la Tanzanie dont la vie et la sécurité sont menacées par les Réfugiés ont déclaré que assez c'est assez. Le président MWINYI a demandé au Ministre Burundais des Relations Extérieures et de la Coopération d'informer clairement son Président de la résolution de la Tanzanie de ne plus accepter des Réfugiés du Burundi. Dans l'Entre temps, le Gouvernement a déployé deux Bataillons sur la Frontière Tanzanie/Burundi pour intercepter les Réfugiés du Rwanda et du Burundi à DAR-ES-SALAAM hier. La position du Gouvernement a été rendu public à différentes occasions par le Ministre des Affaires Etrangères a.i, Mr. SAMUEL SITTA (il est Ministre de la Justice) et le Ministre de l'Intérieur Mr. Ernest NYANDA. Les deux Ministres ont dit que la Tanzanie ne peut plus tolérer d'autres Réfugiés parce que les Tanzaniens payent lourdement leur séjour. Jusque aujourd'hui, a-t-il dit, le pays héberge 1.430.000 Réfugiés provenant largement des deux Pays. Etant donné l'état de l'Economie dans le pays, Mr. SITTA a suggéré qu'il y ait une solution interne au problème des Réfugiés au Rwanda et au Burundi. Il faudrait se référer à l'accord de NAIROBI, particulièrement aux articles de partage du pouvoir et sur le retour des réfugiés a-t-il dit. Le Ministre ad intérim a dit que cela peut seulement arriver par la création d'une atmosphère politique paisible dans ces pays voisins. Il a dit que la création d'un gouvernement d'unité nationale était une nécessité pour décourager les rassemblements et la relance de la guerre. MR. SITTA a évalué la situation au Burundi et au Rwanda comme étant semblable parce que les arrangements politiques amènent des tensions ethniques. Il était fortement perturbé par l'Armée Burundaise, qui, a-t-il dit, terrorise les civils et les Réfugiés Rwandais causant ainsi un afflux de Réfugiés. Nous lançons, alors un appel à l'armée Burundaise, pour qu'elle respecte la vie humaine a-t-il renchérit. Le Ministre a réitéré l'appel de la création des zones sûres au Burundi et au Rwanda pour les réfugiés. La présence continue des réfugiés dans le pays est une cause d'insécurité et une source potentielle de conflits avec les pays voisins a-t-il ajouté. Mr. NYANDA a exprimé l'espoir que la Communauté Internationale ne juge mal la décision de la Tanzanie de fermer sa Frontière avec le Burundi. La tolérance a des limites a-t-il noté. Pour les Réfugiés qui sont déjà dans le pays, Mr. NYANDA a dit qu'ils devraient être contents des services qui leur sont rendus. Il a dit qu'il y a des Réfugiés qui sont impliqués dans des crimes et qui quelquefois infiltrent des armes et des munitions dans le pays. C'est une question de la plus haute importance que les lois de ce pays soient strictement respectées a ajouté le Ministre de l'Intérieur.

L'armée Burundaise et son image.

Suite de la page 5

grantes, c'est eux qui sans doute ont eu la chair de poule quand ils ont compris que depuis le 1er Juin 1993, avec la victoire aux élections démocratiques, ils venaient de perdre la place du "Prince Fantôme".

Des Officiers de l'armée, ont-ils compris déjà ?

Dans toute société, des hommes de valeurs ont toujours émergé du quotidien pour décrier des injustices ou des frustrations planifiées par leurs amis les plus chers. Il est alors normal que des hommes comme ceux-là ont existé et existent encore au sein de ce corps.

Au Burundi, les véritables démocrates, doivent le savoir, ceux de l'armée et ceux de la société civile, puisque des exemples flagrants sont là et parlants.

- Le Lieutenant Colonel BARAMBURRIYE, Commandant de la région militaire Sud, n'a-t-il pas fait preuve plus d'une fois que son objectivité et son manque de partialité au travail lui ont valu la glorification des uns et le rejet des autres ? Son cas a prouvé aux yeux du monde que la cohabitation entre Hutu et Armée ne demande qu'une chose : "Une action impartiale de l'armée".

- Au Nord du pays, un autre éminent officier, lieutenant Colonel comme le premier, a démontré à son tour que la justice et l'impartialité transforment les déplacés Tutsi de Muyinga en monstres qui, ne pouvant retenir leur peur éhontée des crimes commis, descendent dans les rues pour crier : "Pas de BANUMA à MUYINGA !"

Ces simples cas témoignent de la bravoure de certains Officiers qui devaient mériter des barouds d'honneur à chaque coin de rue. On ne peut pas douter que d'éminents Officiers comme ceux-là existent partout dans les camps militaires. Chaque jour, chaque nuit, ils tentent d'apprendre à leurs collègues ou à leurs troupes ce qui devrait être leur comportement sur le terrain malheureusement, leur tâche s'est avérée difficile et pénible nous ne pouvons que leur souhaiter, partout où ils se trouvent, dans les casernes de Bururi-Bujumbura-Gitega-Ngozi-Muyinga et ailleurs, du courage et de l'héroïsme.

Côte à côte avec ces millions de Burundais démocrates, on finira par ramener les fous suicidaires sur la voie de la démocratie et les plaisirs qu'elle leur procure.

Qu'est-ce qui caractérise au juste Ces militaires suicidaires.

- Ils ne croient pas aux élections du 1er Juin 1993 et ils rêvent encore de renverser le pouvoir démocratique! Un conseil à ces suicidaires : " Chers amis, militaires, vous rêvez peut être d'un putsch éventuel. Probablement vous tablez sur des calculs ethnistes que la victoire du FPR au Rwanda fait miroiter... à cause d'une solidarité Tutsi.

Mes chers amis, les trente ans du Parti unique n'ont pas seulement dégouté les hutus qui y perdèrent

malheureusement beaucoup de sang... Il y eut aussi des Batutsi que ces années avaient frustrés et qui en avaient marre.

Alors, si d'aventure vous... .. sachez que nous vous combattons par tous les moyens peu importe les années que cette guerre durera et cela jusqu'à ce que le dernier démocrate tombe sur le champ d'honneur.

Et puis, dans quel pays du monde des éléments irréductibles d'une armée comme les vôtres, ont-ils mis à plat tout un peuple?"

L'AVENIR DE L'ARMEE BURUNDAISE....

Elle est condamnée à emboîter le pas de l'évolution démocratique.

Au Burundi, plus elle s'adaptera vite, plus le sang qui, chaque jour ne finisse de couler s'effacera.

Avec des militaires adaptés et prêts à créer un avenir meilleur pour leurs progénitures futures, ce corps finira par devenir un véritable corps national. C'est au prix de cela que tout Burundais criera enfin un ouf de soulagement après autant d'années de souffrances et de douleurs. Et cela ne tardera pas, puisque nous voulons tous vivre paisiblement.

POINTS CHAUDS

DEMAIN:

Les Responsables burundais des Partis Politiques et Militaires; seront-ils tous à Addis- Abebba ?

Le 31ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A) vient d'adopter une série de résolutions sur les conflits en Afrique et leur intervention.

Pour la première fois, l'O.U.A vient de se prononcer clairement et fermement à l'endroit du BURUNDI qui s'embourbe dans des massacres depuis l'assassinat du premier Président démocratiquement élu, Son Excellence Melchior NDADAYE.

Comme orientation, le Président de la République, Son Excellence Sylvestre NTIBANTUNGANYA qui s'est fait chapitrer

par ses homologues, propose une rencontre des dirigeants des partis politiques à Addis-Abebba en vue de les mettre devant leurs responsabilités.

Mais, selon certains Présidents des Partis politiques de l'opposition, il semble inopportun de se rendre à Addis pour discuter des questions burundaises. En effet, aucun intérêt n'attire ces politiciens d'autant plus qu'il ne sera pas question de partager le pouvoir à l'instar des négociations qui ont abouti à la signature de la convention de Gouvernement.

(A suivre)